

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| AVANT-PROPOS | 3 |
| VEILLE | 4 |
| 1. États-Unis | 4 |
| 2. Etats-Unis – Russie | 4 |
| 3. Bélarus | 4 |
| 4. Corée du Nord | 4 |
| QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES | 5 |
| 1. TNP : première commission préparatoire sous tension à Vienne Par Emmanuelle Maitre | 5 |
| 2. Karaganov et les autres : le débat nucléaire russe de l’été 2023 Par Isabelle Facon | 8 |
| QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES | 12 |
| 1. Agni-P : modernisation attendue ou évolution doctrinale ? Par Emmanuelle Maitre | 12 |
| PUBLICATIONS ET SEMINAIRES | 15 |
| 1. Dissuasion élargie et confiance du public : des résultats contrintuitifs | 15 |
| CALENDRIER | 16 |

AVANT-PROPOS

La première commission préparatoire à la conférence d'examen du TNP s'est tenue à l'été, dans un climat très difficile. Cette réunion a permis d'identifier les principaux thèmes de discussion et les sujets majeurs pour le cycle d'examen qui s'ouvre.

En Russie, l'été a été marqué par l'ouverture d'un nouveau débat sur l'opportunité d'utiliser des armes nucléaires dans le cadre de la guerre en Ukraine. Ce bulletin analyse la portée de ces propos et l'état de la réflexion à Moscou.

Il évoque également l'un des derniers missiles déployés par l'Inde, à savoir l'Agni-P, et s'interroge sur les éventuelles implications stratégiques liées à ce programme.

Enfin, il recense une publication récente de la *Non-proliferation Review* traitant du rôle de l'opinion publique en matière de dissuasion élargie.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

1. États-Unis

18 juillet 2023 : visite du SNLE [USS Kentucky](#) au port de Busan, première visite d'un SNLE américain en Corée du Sud depuis 1980¹.

2. États-Unis – Russie

26 juillet 2023 : rejet par la Russie d'une proposition américaine de « [cadre](#) » de discussion pour la préservation de plafonds sur les volumes d'armes nucléaires stratégiques².

3. Bélarus

22 août 2023 : annonce par le président polonais Andrzej Duda du transfert par la Russie [d'armes nucléaires](#) de courte portée au Bélarus³.

4. Corée du Nord

12 juillet 2023 : tir d'essai de l'ICBM [Hwasong-18](#) sur une distance d'environ 1000 km⁴.

18 juillet 2023 : tir de deux missiles balistiques, vraisemblablement des [KN-23](#)⁵.

25 juillet 2023 : tir de deux missiles balistiques, vraisemblablement des [KN-25](#)⁶.

31 août 2023 : tir de deux [KN-24](#)⁷.

¹ Hyung-Jin Kim, « US deploys nuclear-armed submarine to South Korea in show of force against North Korea », *AP*, 18 juillet 2023.

² « US Proposal for Talks with Russia on Keeping Nuclear Arms Curbs in Limbo », *Reuters*, 26 juillet 2023.

³ « Poland's leader says Russia is moving tactical nuclear weapons to Belarus », *Los Angeles Times*, 22 août 2023.

⁴ Hyung-Jin Kim et Mari Yamagushi, « North Korea fires its first ICBM in 3 months after making threat over alleged US spy flights », *AP*, 12 juillet 2023.

⁵ Marc Stewart, « Yoonjung Seo et Mohammed Tawfeeq, North Korea launched two short-range ballistic missiles, says South Korea », *CNN*, 18 juillet 2023.

⁶ « N. Korea fires ballistic missile into East Sea: JCS », *Yonhap*, 18 juillet 2023.

⁷ Shreyas Reddy, « North Korea fires suspected ballistic missile after US B-1B bomber drills », *NK News*, 31 août 2023.

QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES

1. *TNP : premier comité préparatoire sous tension à Vienne*

Par Emmanuelle Maitre

Du 31 juillet au 11 août 2023 s'est tenu le premier comité préparatoire (Prepcom) à la conférence d'examen du TNP prévue pour 2026. Au vu du contexte, les délégués qui se sont retrouvés à Vienne avaient peu d'espoir d'assister à une réunion constructive. L'année dernière, malgré des efforts diplomatiques conséquents, la conférence d'examen n'était pas parvenue à adopter un document final à l'unanimité en raison du blocage russe à toute mention de la centrale de Zaporijjia. Le comité préparatoire de l'été 2023 a été également très marqué par le contexte géopolitique. Sur le fond, plusieurs thématiques sont ressorties de cette édition.

De manière attendue, la question du partage nucléaire a été au centre de nombreux débats du Prepcom. L'Afrique du Sud a intitulé les mécanismes en vigueur au sein de l'OTAN de « nouvelle prolifération ». Plusieurs délégations ont critiqué le partage nucléaire de l'OTAN et dénoncé les projets de déploiement d'armes nucléaires au Bélarus, de manière implicite (Autriche et Kazakhstan, par exemple), ou explicite (Nouvelle-Zélande). Mais malgré les tentatives de certains alliés de différencier le système otanien du cas bélarusse (Norvège), et les critiques vives d'Etats comme la Pologne vis-à-vis de la violation par Minsk du mémorandum de Budapest, la plupart des Etats ont continué de cibler leurs critiques sur l'OTAN.

Comme l'année dernière, les questions liées à l'usage pacifique du nucléaire ont été beaucoup plus controversées que lors des cycles d'examen précédents, avec des débats virulents concernant l'occupation russe de la centrale de Zaporijjia et des échanges tendus (notamment entre la Chine et le Japon) sur du rejet d'eaux décontaminées à Fukushima. Des désaccords forts se sont également exprimés au sujet d'AUKUS, avec l'enracinement de deux récits illustrés par l'organisation de deux side-events. D'un côté, la Chine, la Russie, de nombreux Etats non-dotés d'armes nucléaires et ONG considèrent l'arrangement entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie nuisible pour le principe de non-prolifération. De l'autre, les Etats concernés par AUKUS, leurs alliés et à sa manière le Brésil défendent la possibilité d'utiliser la propulsion nucléaire pour des sous-marins sans nuire aux règles de prolifération⁸.

⁸ Voir « AUKUS nuclear submarine deal poses risk to global security: think tank report », [Ministère de la Défense](#), RPPC, 3 août 2023. Le rapport en question est le suivant : « The AUKUS submarine deal: risks for the nuclear nonproliferation regime and global security », [CENESS et CACDA](#), août 2023. Voir également: Ambassador - Arms Control & Counter-Proliferation, [Twitter](#), 7 août 2023.

La réduction des risques stratégiques, annoncée dès l'année dernière comme un sujet d'importance pour le cycle 2022-2026, a en été effet mentionnée à plusieurs reprises, avec encore une fois l'organisation de side-events, par exemple par l'Irlande, montrant à la fois la volonté de certains Etats de travailler sur ce concept mais également de s'assurer qu'il reflète leurs priorités. Néanmoins, si certains Etats non-dotés soutiennent officiellement les efforts de réduction des risques (Nouvelle-Zélande, Autriche, ...), d'autres se montrent plus réservés (le Brésil a indiqué qu'ils « *peuvent être vus comme une forme de soins palliatifs, pas comme un traitement à même de soigner la maladie sous-jacente* »). L'Afrique du Sud a été très hostile à ce segment de travail, notant que « *les efforts de réduction des risques proposés, qui maintiennent la valeur de la dissuasion, sont contradictoires et sans valeur ni contribution au désarmement nucléaire* »⁹. Le Prepcom 2023 a également permis de constater :

- Les efforts de la France pour continuer de dénoncer le programme nucléaire nord-coréen, avec une déclaration soutenue par 74 Etats, et une critique des présences russe et chinoise lors du défilé marquant le 70^e anniversaire de la fin de la guerre de Corée à Pyongyang en juillet ;
- Une attention portée au thème de l'irréversibilité du désarmement nucléaire, poussé en particulier par le Royaume-Uni, la Norvège, le Mexique et l'Autriche¹⁰ ;
- Une adhésion forte autour des termes « transparency » et « accountability », mais des positions plus critiques vis-à-vis de la notion de « responsibility », le Brésil notant que « *le concept de possession 'responsable' d'armes de destruction massive est un oxymore. La responsabilité n'est pas binaire, ni les comportements. Les doctrines de dissuasion nucléaire, même les plus défensives, s'appuient toujours sur la menace de l'utilisation d'armes nucléaires* »¹¹ ;
- La volonté toujours constante de la communauté des Etats parties du TIAN de défendre la complémentarité entre TIAN et TNP, avec un side-event consacré à ce sujet ainsi qu'une déclaration commune ;
- Le soutien partagé du P5 au réseau de jeunes professionnels (YPN) constitué depuis un an. Ce groupe, lancé sous les présidences française et américaine du P5, comprend trois jeunes experts de chaque pays. Il s'est réuni plusieurs fois à distance en 2022-2023. Des think-tanks, pour l'instant le CSIS et la FRS, ont animé les rencontres. A l'occasion du Prepcom, le groupe s'est réuni pour la première fois et a présenté ses travaux préliminaires publiquement lors d'un side-event. La présidence russe qui s'ouvre a confirmé son intention de poursuivre le YPN.
- Enfin, la difficulté à intégrer certains développements en cours, comme l'annonce russe d'un possible retrait du TICE, qui n'a été que très peu mentionnée dans le cours de la conférence¹².

⁹ First Preparatory Committee Of The Eleventh Review Conference Of The Treaty On The Non-Proliferation Of Nuclear Weapons (Npt), South African National [Statement](#) For Cluster I – Nuclear Disarmament, 3 août 2023.

¹⁰ Voir la [déclaration commune](#) de ces Etats, 3 août 2023.

¹¹ 1st Session of the Preparatory Committee for the 2026 Review Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons Vienna, 31 July – 11 August 2023 Cluster 1: Nuclear Disarmament [Statement](#) by the Delegation of Brazil Delivered by H.E. Flávio Soares Damico, Ambassador, Special Representative of Brazil to the Conference on Disarmament, 3 août 2023.

¹² Elena Tchernenko, « Для ДВЗЯИ пришла пора испытаний » [Temps d'épreuve pour le TICE] », [Kommersant](#), 3 août 2023.

A l'issue de la conférence, son Président Jarmo Viinanen (Finlande) a souhaité publier un résumé factuel des débats¹³. Néanmoins, plusieurs délégations s'y sont virulemment opposées, en particulier la Russie, la Chine ou l'Iran (et la Syrie), qui ont obtenu que le texte et des recommandations personnelles, que M. Viinanen souhaitait publier en son nom propre ou sous forme de document de travail pour le prochaine Prepcom, disparaisse des archives officielles. Mis à part ces pays, la quasi-totalité des Etats ont dénoncé vivement cette situation, notant qu'elle constitue un précédent nuisible, puisque les règles de procédures n'empêchent nullement le Président de publier des textes en son nom propre. Cela avait été le cas en 2017, 2018 et 2019. Comme l'année précédente cependant, le blocage procédural imputable à l'Iran et ses alliés de circonstances ne peut pas gommer les divergences de fond importantes sur le document final, notamment sur la dissuasion, le désarmement, et l'articulation entre le TNP et le TIAN ou encore les accords de garantie et les protocoles de l'AIEA.

Au niveau procédural, le comité a été précédé d'une semaine consacrée au renforcement du cycle d'examen. Les discussions n'ont pas abouti à l'adoption d'un rapport consensuel, mais de nombreuses délégations ont salué les travaux effectués. Le groupe de travail, également présidé par J. Viinanen, a évoqué les questions de transparence et de partage d'information. Des points plus techniques ont été abordés, tels que la nomination des présidents, la gestion du temps lors des réunions, et la division des tâches entre commissions principales et organes subsidiaires. Plusieurs pays et ONG (UE, ELN, NPDI) ont fait des recommandations à cette occasion, avec des suggestions spécifiques (réduire la durée des déclarations nationales, créer un fonds pour payer les frais de participation des plus petits pays), ou générales (accroître la participation des ONG). Plusieurs acteurs ont proposé la création d'un système institutionnel de mise en œuvre du TNP, pouvant accompagner les réunions mais également le processus intersessionnel. Il a été suggéré à plusieurs reprises de consacrer des moments spécifiques des réunions à la discussion des rapports nationaux. Enfin, les documents de travail publiés font mention de moyens visant à favoriser l'émergence d'un consensus à l'issue des réunions en évacuant rapidement les sujets sur lesquels les Etats sont en accord pour se centrer sur les points difficiles¹⁴.

Le Président a rédigé une synthèse de ces propositions, intégrée au corpus du comité Prepcom, avec 26 recommandations concrètes. Il s'agit en particulier de limiter les temps de parole, mieux répartir les sujets aux différents sous-groupes, dédier du temps à l'examen du traité sur la période passée, faire circuler plus tôt dans la conférence le projet de document final, compiler les suggestions des différents documents de travail, utiliser les organes subsidiaires de manière plus ciblée, nommer plus tôt les différent(e)s président(e)s, nommer l'UNODA comme secrétariat permanent du TNP, favoriser des rapports nationaux standardisés pour les Etats dotés et les examiner de manière interactive sur des périodes ciblées dans le cycle d'examen et favoriser la participation de tous les Etats aux conférences et lors des consultations informelles¹⁵. Malgré l'absence d'unanimité sur ces recommandations, une grande majorité d'Etats ont indiqué leur souhait de poursuivre cette discussion.

¹³ Draft Factual Summary, [NPT/CONF.2026/PC.I/CRP.3](#), Preparatory Committee for the 2026 Review Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, 10 août 2023.

¹⁴ Protecting the Non-Proliferation Treaty, [European Leadership Network](#), juillet 2023.

¹⁵ Working paper from the Chair of the working group on further strengthening the review process of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapon, [NPT/CONF.2026/PC.I/WP.34](#), Preparatory Committee for the 2026 Review Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons, 3 août 2023.

2. Karaganov et les autres : le débat nucléaire russe de l'été 2023

Par Isabelle Facon

L'été 2023 a été marqué par un regain de présence de la thématique nucléaire dans la discussion stratégique russe.

Feux...

A l'origine de ce nouveau « moment nucléaire », Sergueï Karaganov, président honoraire du présidium du Conseil de la politique étrangère et de défense (SVOP), souvent décrit comme disposant d'un accès privilégié aux autorités (ancien conseiller de Boris Eltsine et de Vladimir Poutine). Le 13 juin, le politologue produisait un article dans lequel il avançait que, compte tenu de l'hostilité des pays occidentaux à l'égard de la Russie, la guerre en Ukraine « ne peut pas se terminer par une victoire décisive sans que l'Occident soit forcé à une retraite stratégique, voire à la capitulation », à « abandonner ses efforts pour la domination globale ». La solution : « [l]a crédibilité de la dissuasion nucléaire doit être restaurée en abaissant le seuil d'emploi des armes nucléaires », seuil qu'il juge « inacceptablement élevé », et « en escaladant prudemment mais rapidement sur l'échelle de la dissuasion-escalade ».

Pour lui, les autorités russes ont déjà évolué dans cette direction ; il en veut pour preuve leurs déclarations sur le sujet, le déploiement d'armes nucléaires au Bélarus, le renforcement de la capacité opérationnelle des forces de dissuasion stratégique. Ce n'est cependant pas suffisant à ses yeux : « l'adversaire doit savoir que nous sommes prêts à lancer une frappe de représailles préventive en réponse aux agressions actuelles et passées pour empêcher un glissement vers une guerre thermonucléaire globale » car « avec la bonne stratégie de dissuasion et même d'emploi, le risque d'une frappe de 'représailles' nucléaire ou autre peut être minimisé ». En effet, seul un « fou » à Washington s'y risquerait pour défendre les Européens, exposant ainsi les Etats-Unis à une riposte ; Américains comme Européens en sont, à son avis, conscients mais « préfèrent ne pas y penser ». Pour leur « rendre la raison », il faudrait « frapper un groupe de cibles dans un certain nombre de pays »¹⁶.

Un autre politologue, Dmitriï Trenine, ancien directeur du Centre Carnegie de Moscou, désormais fermé, a réagi aux propos de Karaganov : la dissuasion nucléaire n'a pas eu les effets escomptés, le soutien occidental à l'Ukraine n'a pas cessé, prenant des formes toujours plus audacieuses. Pour lui, à ce jour, la stratégie russe en Ukraine « a laissé l'initiative dans l'escalade à l'adversaire ». Considérant que les Occidentaux « jouent à la roulette russe » et que le conflit va évoluer vers un affrontement armé direct en Europe entre la Russie et l'OTAN, qui « deviendra presque inévitablement nucléaire », avec à terme une « grande probabilité » que cela débouche sur « un échange de frappes entre la Russie et les Etats-Unis ». Et d'appeler à une modernisation de la stratégie de dissuasion nucléaire russe tenant compte de l'expérience du conflit en Ukraine, dans lequel les Etats-Unis essaient de « vaincre une autre superpuissance nucléaire dans une région d'importance stratégique pour elle, sans recourir à l'arme nucléaire, seulement en armant et contrôlant un pays tiers ». Cette dernière situation nécessite de revoir la doctrine élaborée avant le conflit et n'intégrant par conséquent pas ce scénario. Lui aussi

¹⁶ Sergueï Karaganov, « Применение ядерного оружия может уберечь человечество от глобальной катастрофы » [Une décision grave, mais nécessaire], *Profil*, 13 juin 2023. Karaganov a enfoncé le clou dans un autre [article](#) quelques jours plus tard.

estime que les Etats-Unis ne feraient pas une réponse nucléaire à des frappes nucléaires russes en Europe ; cela montrerait la vacuité des « mythes » relatifs à l'article 5 de l'OTAN et pourrait même provoquer l'effondrement de l'alliance. Ainsi, selon lui, le gouvernement russe devrait afficher clairement que l'option nucléaire existe bel et bien dans le contexte de la guerre en Ukraine, et son signalement nucléaire ne devrait pas se limiter au verbal¹⁷.

Depuis février 2022, les « poussées de fièvre nucléaire » ont souvent correspondu à des moments charnières, ou vus comme tels par Moscou, du conflit. Ces prises de position par des personnalités dont la teneur du discours sur l'état du monde est généralement proche de celle de la rhétorique du Kremlin pourraient s'inscrire dans une stratégie informationnelle poussée par ce dernier à une étape perçue comme chargée stratégiquement : début de la contre-offensive ukrainienne, proximité du sommet de l'OTAN (Vilnius, juillet 2023) lors duquel devaient être discutées les garanties de sécurité pour l'Ukraine. Toutefois, l'épisode tranche avec les précédents – de par le caractère « ultra » des propositions faites mais aussi en raison de la levée de boucliers qu'elles ont suscitée.

... et contrefeux

En effet, nombre d'experts russes, dont les plus autorisés sur les questions nucléaires, se sont mobilisés contre ces positionnements, y compris parmi les pairs de Karaganov au sein du SVOP : ce dernier a publié sur son site, le 13 juillet, une déclaration d'une trentaine de ses membres jugeant « *inacceptables* » les « *appels au déclenchement d'une guerre nucléaire* », y compris ceux provenant de « *certains membres* » du SVOP, et les condamnant « *catégoriquement* ». Les signataires, déplorant le recours à des « *considérations pseudo-théoriques et des déclarations émotionnelles* », soulignent qu'« *espérer que l'on peut maîtriser un conflit nucléaire limité et éviter son évolution en guerre nucléaire globale est le summum de l'irresponsabilité* » ; cela représente « *une menace directe pour l'humanité* » et pour la Russie – avec « *la perspective de perdre la souveraineté* » en plus de « *former dans la société un état d'esprit qui peut pousser à la prise de décisions catastrophiques* ». Et de conclure que « *personne ne devrait jamais soumettre l'humanité à un chantage portant sur la menace d'emploi de l'arme nucléaire et encore moins donner l'ordre de l'utiliser au combat* »¹⁸.

D'autres réactions ont suivi. Ivan Timofeev, le directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales, tout en partageant la vision très négative de Karaganov quant aux intentions de l'Occident vis-à-vis de la Russie, réfute sa certitude que l'escalade nucléaire qu'il propose s'arrêtera avant le niveau des armes stratégiques. Karaganov, selon lui et d'autres experts, « *sous-estime les élites de l'Occident et la détermination de ce dernier à grimper sur l'échelle de l'escalade en même temps que la Russie et si besoin la dépasser* » de même qu'il exagère la « *compréhension* » que la Chine et la « *majorité mondiale* » manifesterait face à une telle initiative de Moscou (dans son texte, Karaganov avance que la Chine, puissance du *statu quo*, serait gênée de voir le conflit évoluer vers le niveau nucléaire, « *un domaine dans lequel [elle] est encore faible* », mais que dans un second temps, elle serait

¹⁷ Dmitriï Trenine, « Украинский конфликт и ядерное оружие » [Le conflit ukrainien et l'arme nucléaire], *Rossia v global'noi politike*, 20 juin 2023.

¹⁸ « О ПРИЗЫВАХ К РАЗВЯЗЫВАНИЮ ЯДЕРНОЙ ВОЙНЫ » [Des appels au déclenchement d'une guerre nucléaire], *SVOP*, 13 juillet 2023. Parmi les signataires figurent plusieurs membres du Centre sur la sécurité internationale dirigé par Alekseï Arbatov au sein de l'ИММО (Institut de l'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des sciences russe). On notera d'ailleurs que Trenine est lui-même collaborateur de ce Centre.

certainement satisfaite de voir les Etats-Unis prendre un « *coup sévère* » à leurs « *réputation et positions* »). En cas de recours au nucléaire par la Russie, les élites occidentales muscleraient leurs stratégies visant à son affaiblissement et les gouvernements ayant jusqu'ici fait le choix de la neutralité dans le conflit en Ukraine ne pourraient plus justifier cette position¹⁹.

Alexeï Arbatov, qui fait figure de « patriarche » au sein des cercles d'expertise sur les questions nucléaires et stratégiques, a multiplié les prises de position. Tout en estimant que le texte de Karaganov reflète sans doute « *le point de vue d'une certaine partie de l'élite politique* », il note que toutes les déclarations et concepts officiels relatifs à la politique étrangère et de défense lui sont directement contraires²⁰, dont celles du président, qui a pu dire par le passé que la doctrine russe ne prévoyait pas l'emploi préventif de l'arme nucléaire. De l'avis du chercheur Andreï Baklitskiï (UNIDIR)²¹, le pouvoir russe, malgré la lourde situation dans laquelle l'a placé sa décision d'envahir l'Ukraine, s'en tient à « *l'interprétation conservatrice* » de la notion de « menace à l'existence » de l'Etat russe²² et ne néglige pas le risque énorme pour les positions internationales de la Russie qu'emporterait l'emploi éventuel du nucléaire. C'est la raison pour laquelle, selon lui, la « *vision mainstream occidentale continue à considérer acceptable le niveau de la menace d'escalade nucléaire* »²³. Cela tranche avec l'idée récurrente, dans le débat russe, sur le fait que le risque de guerre nucléaire est plus élevé qu'il ne l'a jamais été depuis la crise de Cuba.

Avec des collègues de l'IMEMO, Arbatov marque un point d'honneur à rappeler avec force détails ce que seraient les effets d'un emploi de l'arme nucléaire, « *la plus sale* » de toutes les armes de destruction massive ; ils ajoutent que nucléaire ou non, la réponse de l'OTAN comporterait un niveau élevé de violence tel qu'il rendrait impossible toute négociation de cessez-le-feu, avec tous les risques d'escalade en découlant²⁴. Sur la question de l'« obsolescence » éventuelle de la doctrine nucléaire de 2020, un autre expert russe conteste en rappelant qu'elle a été élaborée « *sur fond d'offensive constante des pays occidentaux contre nos intérêts vitaux, et elle prend en compte notre disposition et notre capacité à nous défendre* ». Il s'attache à relativiser l'idée que le message de Moscou sur le nucléaire serait faible. Il s'agirait en réalité d'une expression de responsabilité des dirigeants russes tranchant

¹⁹ « *Si Moscou réalisait une frappe nucléaire limitée préventive, la possibilité pour la Russie de conserver son autorité auprès des pays de la majorité mondiale se réduirait fortement* » (Ivan Timofeev, « Превентивный ядерный удар? Нет » [Une frappe nucléaire préventive ? Non], [Conseil russe pour les affaires internationales](#), 19 juin 2023).

²⁰ « 'Упреждающий удар возмездия' » ['Une frappe préventive de riposte'], interview avec [Novaïa Gazeta](#), 19 juin 2023.

²¹ Andreï Baklitskiï, « Ядерная несдержанность. Что показал спор о превентивном ударе по Западу » [Manque de retenue nucléaire. Qu'a montré la discussion sur une frappe préventive contre l'Occident], [Carnegie Endowment for International Peace](#), 11 juillet 2023.

²² Une lecture qu'ont plutôt confortée les propos de V. Poutine, interrogé en substance sur les « propositions nucléaires » de Karaganov lors de la [Session plénière](#) du Forum économique international de Saint-Petersbourg, le 16 juin 2023. Quelques semaines plus tard, cependant, [D. Medvedev](#) mentionnait une nouvelle fois le risque d'apocalypse...

²³ Un politologue russe évoque, comme facteurs susceptibles de correspondre aux conditions d'emploi énoncées dans la doctrine de 2020, l'engagement d'une force conventionnelle employée directement contre les forces russes, par exemple des troupes polonaises qui occuperaient des territoires de l'Ukraine occidentale, ou tenteraient d'envahir Kaliningrad, ou entreprendraient des opérations militaires contre le Belarus (Ilya S. Fabrichnikov, « Demonstrative Restraint as a Recipe against Unnecessary Decisions », [Russia in Global Affairs](#), 16 juin 2023). Rose Gottemoeller, qui fut adjointe au Secrétaire général de l'OTAN après avoir dirigé l'équipe de négociateurs américains pour le traité New Start, juge qu'il serait pertinent de la part des soutiens occidentaux de l'Ukraine de « clarifier que la défaite stratégique de la Russie [en Ukraine] ne signifie pas son démembrement » (Rose Gottemoeller, « The West must act now to break Russia's nuclear fever », [Financial Times](#), 15 juin 2023).

²⁴ Alekseï Arbatov, Konstantin Bogdanov, Dmitriï Stefanovitch, « Ядерная война — плохое средство решения проблем » [L'arme nucléaire – un mauvais moyen de résoudre les problèmes], [Kommersant](#), 21 juin 2023.

avec une forme d'agitation côté occidental qui pourrait causer des « *erreurs d'appréciation dramatiques* » (ce politologue estime en effet, non sans audace, que l'Occident a lancé une campagne d'information poussant l'idée que la Russie utilisera les armes nucléaires, ce pour « *programmer* » celle-ci à briser le tabou nucléaire, ce qui permettrait de la situer « *au même niveau moral que les Etats-Unis, le seul pays à avoir jamais utilisé* » ces armes²⁵).

Sens ?

Ce débat sur un sujet particulièrement sensible, dans le contexte de la guerre, se fait sans doute sous le regard du Kremlin. La majeure partie de ses intervenants travaille pour des structures financées par l'Etat ou réputées proches, du moins compatibles, avec les cercles de pouvoir. Est-il orchestré par ce dernier pour faire écho à l'apparente division du travail entre ceux (dont Poutine) qui se réfèrent aux termes de la doctrine nucléaire officielle et ceux qui menacent et appellent au recours à l'arme nucléaire – un jeu mobilisé depuis le début de la guerre en vue d'obtenir différents types de gains politiques internes et internationaux ? Des éléments clefs du discours officiel russe sur le sujet sont récurrents dans ce débat des experts – le précédent Hiroshima-Nagasaki, la piètre qualité des élites occidentales... Pour Karaganov, celles-ci ont « *cessé de craindre même les armes nucléaires* », perdu leur « *instinct d'auto-préservation* », tandis que son collègue Fiodor Loukianov évoque leur « *perte de la peur existentielle* » et suppose que « *seul le renouveau d'une peur réelle d'une apocalypse nucléaire peut dégriser les élites occidentales, qui sont prêtes à imposer leur suprématie au reste du monde quoi qu'il en coûte* »²⁶. Trenine note, lui, que les Etats-Unis ne reconnaissent pas les lignes rouges de Moscou, que leur « *stratégie destinée à infliger une défaite stratégique à la Russie est fondée sur la conviction que la Russie n'emploiera pas l'arme nucléaire* », et que la seule façon de les « *arrêter dans cette situation, c'est la peur* » de frappes sur leur territoire et non seulement en Europe²⁷. Cela semble traduire une forme de déception, certainement partagée au Kremlin, liée au constat que l'outil nucléaire a des effets politiques moins absolus qu'escompté.

D'autres hypothèses sont envisageables. Karaganov et Trenine représenteraient-ils une « frange dure » qui jugerait trop faible le positionnement officiel sur le nucléaire comme sur la conduite de la guerre en général et s'exprimerait à travers eux ? S'agit-il d'annoncer un futur abaissement du seuil d'emploi de l'arme nucléaire dans la doctrine de la Russie, qui découlerait de l'érosion de ses capacités conventionnelles alors que le rapport de forces avec l'OTAN lui est plus défavorable qu'avant le conflit ? S'agit-il de faire craindre une telle évolution, dans l'idée de poser les termes d'une future discussion avec l'OTAN sur l'équilibre des forces (ce que Moscou semble essayer de pousser au travers de l'installation d'armes nucléaires au Belarus et de la suspension de l'application du traité New Start) ? De l'observation du débat russe sur le nucléaire se dégage en tout cas une impression contre-intuitive : ces prises de position contrastées peuvent aussi être lues comme la marque d'une élite politique et intellectuelle passablement perturbée dans ses repères par les effets de la guerre en Ukraine.

²⁵ Recourir à l'arme nucléaire reviendrait donc, dans sa logique, à suivre de fait une forme d'injonction des Occidentaux (Fabrichnikov, *op. cit.*).

²⁶ Fyodor A. Lukyanov, « Why We Won't Be Able to 'Sober Up the West' with a Nuclear Bomb », [Russia in Global Affairs](#), 26 juin 2023.

²⁷ « 'Верните страх!' » [« Ramenez la peur ! »], [Rossiia v global'noi politike](#), 26 septembre 2022.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

1. *Agni-P : modernisation attendue ou évolution doctrinale ?*

Par Emmanuelle Maitre

Le 7 juin 2023, le DRDO indien (*Defence Research and Development Organisation*) a procédé au quatrième essai du missile Agni-P, aussi connu sous le nom d'Agni-Prime. Cet essai a été réalisé comme tous les autres sur le centre d'essai de l'île Abdul Kalam, dans l'Etat de l'Odisha. Alors que les essais précédents avaient été qualifiés d'essais de développement, le dernier tir est selon les informations fournies par le DRDO un test préalable à l'entrée en service dans les forces armées²⁸.

L'Agni-P a été dévoilé par l'Inde lors d'un premier test en juin 2021²⁹. Deux autres tirs ont eu lieu en décembre 2021 et octobre 2022. Alors que le DRDO avait auparavant travaillé à accroître la portée de ses missiles, effort visible en particulier dans le développement de l'Agni 3, de l'Agni 4 et de l'Agni 5 (portée maximale estimée à plus de 5000 km), le lancement de l'Agni-P semble se focaliser sur l'amélioration d'autres caractéristiques et en particulier de la précision et des performances aérodynamiques. L'Agni-P est un missile de deux étages à propulsion solide. Les propergols sont de nature composite et utilisent *a priori* le couple perchlorate d'aluminium / polybutadiène (PBHT)³⁰.

La précision du missile a été estimée de l'ordre de quelques dizaines de mètres³¹. Elle serait en particulier permise par l'utilisation de nouveaux gyromètres lasers en anneaux. Les gyromètres permettent de mesurer la vitesse angulaire et



Agni-P, lancement le 28 juin 2021 depuis APJ Abdul Kalam Island, crédits : Press Information Bureau, Ministère de la défense, Inde

²⁸ « 'Agni Prime' ballistic missile successfully flight-tested by DRDO off Odisha coast », [Ministry of Defense](#), 8 juin 2023.

²⁹ « DRDO successfully flight tests New Generation Agni P Ballistic Missile », [Press Information Bureau Government of India](#), 28 juin 2021.

³⁰ Jay Desai, « Understanding the AGNI-P Missile Test by India », [CAPS in Focus](#), 12 décembre 2022.

³¹ Ali Ahmed, « Agni Prime and the Two-Front War », [South Asian Voices](#), 14 novembre 2022.

sont utilisés dans les centrales à inertie qui estiment l'orientation, la vitesse linéaire et la position des vecteurs.

L'Agni-P a été testé avec des têtes manœuvrables, à l'instar de l'Agni-2³². Déployé sur un TEL monté sur roues ou sur rail, il a la particularité d'être « encapsulé » (canisterised), tout comme l'Agni-5³³, ce qui le rend plus résistant face aux changements de son environnement, accroît potentiellement sa longévité et simplifie son utilisation.

Les autorités indiennes ont avant tout mis en avant les capacités technologiques du pays démontrées par ce nouveau système. De leur côté, certains observateurs se sont demandé si l'Agni-P n'annonçait pas des changements dans la stratégie de dissuasion indienne. Ainsi, des chercheurs du RUSI ont estimé que ce missile pourrait refléter la transition de New Delhi vers une stratégie de contre-force. Cette supputation s'appuie sur l'accent mis sur la précision, qui, si elle était véritablement d'une dizaine de mètres, leur semble inutile pour la doctrine traditionnelle anti-cité. Elle se base également sur les implications de l'encapsulation des missiles, qui pour eux, nécessite le couplage des missiles et des têtes nucléaires en temps de paix et pourrait refléter la volonté de pouvoir frapper rapidement un adversaire sur des cibles militaires³⁴. Même si l'Inde n'a pas officiellement fait le choix de renoncer à sa posture historique de non-emploi en premier, l'introduction de l'Agni-P, de même que certaines déclarations politiques à haut niveau, créent pour d'autres analystes une forme d'ambiguïté sur la stratégie retenue, permettant de disposer de davantage d'options et de compenser une infériorité conventionnelle dans le cas éventuel d'un conflit sur deux fronts (chinois et pakistanais)³⁵.

La précision de l'Agni-P alimente également des réflexions sur son potentiel rôle comme système de frappe conventionnelle. Bien que New Delhi ait pour l'instant bien souligné que ce nouveau missile avait pour mission de renforcer la dissuasion nucléaire indienne, certains analystes notent la dépendance accrue de l'Inde à des missiles conventionnels dans sa stratégie de défense, en particulier les missiles de croisière BrahMos et Nirbhay, et le missile quasi balistique à très courte portée Pralay. Observant la similitude entre l'Agni-P et le DF-21 chinois, il a été noté que l'Agni-P pourrait très probablement avoir une fonction antinavire, ce qui a justement poussé des experts chinois à souligner la supériorité du DF-21 dans ce domaine³⁶. Au-delà de l'analyse militaire pouvant justifier l'acquisition d'un missile balistique conventionnel à portée intermédiaire, l'annonce par Delhi de la constitution prochaine de l'*Integrated Rocket Force* (qui rappelle la Force des missiles chinoise) pourrait signifier que cette nouvelle institution se verrait confier les missiles à vocation duale ou conventionnelle, la *Strategic Force Command* préservant le contrôle des missiles nucléaires³⁷. Là encore, rien n'indique officiellement que c'est une option retenue par le gouvernement indien, qui a pour l'instant dénoncé

³² Ashley Tellis, *Striking Asymmetries: Nuclear Transitions in Southern Asia*, [Carnegie Endowment for International Peace](#), 2022.

³³ Timothy Wright, « India tests new Agni-P missile », [IISS](#), 29 juillet 2021.

³⁴ Sidharth Kaushal, James Byrne, Joe Byrne et Gary Somerville, India's Nuclear Doctrine: The Agni-P and the Stability–Instability Paradox India's Nuclear Doctrine: The Agni-P and the Stability–Instability Paradox », [RUSI](#), 8 juillet 2021.

³⁵ Ali Ahmed, « Agni Prime and the Two-Front War », [South Asian Voices](#), 14 novembre 2022.

³⁶ Bashir Ali Abbas, « The Agni Prime Missile: Shifts in New Delhi's 'missile thought'? », [Observer Research Foundation](#), 11 juillet 2023.

³⁷ Kartik Bommakanti, « Integrated rocket force: Imperfect but a step in the right direction », [Observer Research Foundation](#), 27 mai 2023.

l'instabilité pouvant être engendrée par le déploiement de systèmes duaux. Il est toutefois noté que l'Inde pourrait vouloir bénéficier de l'ambiguïté créée par l'acquisition de ces nouvelles capacités.

D'autres analystes considèrent cependant que le développement de l'Agni-P représente avant tout un effort de moderniser et une volonté de disposer des systèmes plus performants dans une logique de dissuasion traditionnelle, et non pas une potentielle évolution doctrinale. Ainsi, Ashley Tellis³⁸ note que le choix consistant à déployer plusieurs têtes manœuvrantes sur le missile est avant tout guidé par l'ambition de contrer les défenses antimissiles chinoises en cours de déploiement. L'emport par l'Agni-P de têtes multiples indépendantes et manœuvrantes pourrait également accroître la capacité de destruction d'une riposte indienne, qui, en l'absence d'une arme thermonucléaire avérée, continue de s'appuyer sur des têtes à relativement faible énergie. En couplant un seul vecteur avec plusieurs têtes, l'Inde pourrait ainsi accroître la taille de l'arsenal censé survivre à une attaque en premier et en mesure d'infliger des dommages en représailles. Il s'agirait donc moins de mener des attaques de type contre-force, mais de multiplier les cibles pouvant être touchées pour garantir des dommages.

Concernant le stockage des missiles dans des capsules, Ashley Tellis conteste l'analyse d'experts tels que Vipin Narang³⁹ ou Bharat Karnad⁴⁰, selon laquelle cette pratique implique le couplage préalable des têtes aux vecteurs et préfigure l'adoption d'une stratégie de *launch-on-warning* ou même d'attaque pré-emptive. Pour Tellis, ce choix technique est avant tout motivé par des préoccupations pratiques : alors que les missiles sont déployés dans des environnements chauds et humides caractéristiques du climat indien, l'utilisation de capsules permet de protéger les propergols composites qui peuvent être endommagés par les variations de température. L'utilisation de capsules permet d'isoler et de protéger chaque missile individuellement, ce qui est moins coûteux que de maintenir des températures et niveaux d'humidité stables dans les entrepôts où les missiles sont entreposés. Par ailleurs, l'encapsulage permet lors du lancement de protéger les TEL des dommages liés à la chaleur et facilite les procédures de lancement en réduisant le temps de préparation.

Il n'existe donc pas de vision partagée des implications stratégiques de l'Agni-P, avec des interrogations et des débats qui en réalité concernent l'ensemble des développements capacitaires indiens.

³⁸ Ashley Tellis, op. cit.

³⁹ Vipin Narang, « Five Myths About India's Nuclear Posture », *Washington Quarterly*, vol. 36, n°3, 2013 et Christopher Clary et Vipin Narang, « India's Counterforce Temptations: Strategic Dilemmas, Doctrine, and Capabilities », *International Security*, vol. 43, n°3, 2019.

⁴⁰ Bharat Karnad, « Why Concerns About an India-Pakistan Nuclear War Are Highly Exaggerated », [Hindustan Times](#), 31 mars 2017.

PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

1. *Dissuasion élargie et confiance du public : des résultats contrintuitifs*

Matt Buehler et Arjun Banerjee (Université du Tennessee) ont récemment conduit une étude originale sur la confiance du public d'un pays non concerné par les mécanismes de dissuasion élargie dans la volonté de certains Etats dotés de les protéger en cas d'attaque⁴¹. En effet, ils s'intéressent au cas du Maroc, qui n'est ni impliqué dans un accord de dissuasion élargie explicite comme l'OTAN, ni ne fait partie des partenaires historiques comme l'Australie ou Taiwan implicitement couverts dans le parapluie nucléaire américain, mais qui ne bénéficie que d'une proximité stratégique avec la France et les Etats-Unis. Bien que les auteurs considèrent comme théoriquement possible le fait que ces deux Etats cherchent à offrir des garanties de dissuasion élargie au Maroc pour le dissuader de se lancer dans un éventuel programme nucléaire national, de telles options n'ont jamais été officiellement sur la table.

Néanmoins, l'intérêt de cette étude est de se pencher sur les perceptions des citoyens marocains, et non pas de considérer la probabilité réelle des options envisagées. De manière intéressante, respectivement 37% et 49% des marocains interrogés estiment que Washington ou Paris pourrait protéger leur pays en ayant recours à leurs armes nucléaires. Les différentes variables étudiées par les auteurs permettent de constater que les personnes interrogées ayant un profil plus « nationaliste » sont plus confiantes dans l'existence d'une forme de parapluie nucléaire occidental, mais ne revendique pas de développer un programme nucléaire autonome marocain, ce qui s'oppose à certaines prédictions théoriques. L'intérêt de ce travail réside principalement dans le fait qu'il offre une vision plus nuancée des prévisions ou des stéréotypes associés aux préférences des opinions publiques des Etats non-nucléaires du Moyen Orient. Cependant, les auteurs reconnaissent les limites de cette première analyse dans la région, qui, en particulier, ne parvient pas à distinguer si les réponses positives sont liées à une confiance dans la dissuasion nucléaire en tant que telle ou à un attachement stratégique vis-à-vis des partenariats franco-marocain et américano-marocain.

⁴¹ Matt Buehler et Arjun Banerjee, « Who would trust a nuclear umbrella? Results from an original survey on public confidence in future nuclear guarantees in Morocco », *The Nonproliferation Review*, 2023.

CALENDRIER

Prochains événements et webinaires :

- **6 septembre 2023** : Nuclear risks in the Indo-pacific, [Université de Melbourne](#) et Asialink, en ligne, avec Peter Barghese Ao Faiia et Gareth Evans.
- **6 septembre 2023** : Nuclear Security for Nuclear Newcomers: Exploring Türkiye's Readiness, [Stimson Center](#), en ligne, avec Ali Alkış.
- **19 septembre 2023** : Revisiting Disarmament and Arms Control: Progress or Regression? – A Geneva Security Debate, [GCSP](#), hybride (en ligne et à Genève).